

Le budget—M. G. Wilson

M. Wilson (Swift Current—Maple Creek—Assiniboia): Je crois que la lune se lève en face, monsieur le Président. Elle inspire les députés.

Le fait est que la dette nationale a augmenté d'environ 120 milliards de dollars au cours des quatre dernières années. Le tableau que je vais faire circuler parmi mes collègues d'en face indique que toute cette augmentation, sauf 8 milliards de dollars, représente le montant que le gouvernement a dû trouver pour payer les intérêts courus sur la dette précédente. En quatre ans, les dépenses excédentaires de programmes représentent au total 8 milliards de dollars.

A mon avis, c'est un accomplissement fort louable. Toutefois, ce n'est pas suffisant, car le problème de la dette a atteint des proportions telles qu'elle fait bouler de neige. Elle est à un point où les intérêts accumulés sur les intérêts entraînent un accroissement de la dette même lorsque le gouvernement hausse les impôts et réduit les dépenses des programmes. En dépit de ces mesures rigoureuses, la dette continue de s'accroître. A cause des intérêts courus sur la dette—cette dette ressort dans les Obligations d'épargne du Canada, les bons du Trésor et les fonds d'État—les intérêts accumulés sur ces fonds augmentent d'environ 3 millions de dollars l'heure. C'est le rythme d'augmentation de la dette nationale. Il faut 80 millions de dollars par jour pour assurer le service de cette dette, c'est-à-dire plus de 2 milliards de dollars par mois.

• (1710)

Le pays se retrouve donc dans un cercle vicieux. Toutes les nouvelles recettes gouvernementales générées servent presque uniquement au paiement des intérêts sur la dette qui ne cesse de croître. En gros, il s'agit de 35c. par dollar qui entre dans les coffres de l'État. L'an prochain, si nous n'avions pas pris de mesures, ce serait 39c., puis 43c., etc.

Soyons sérieux et admettons qu'il faut agir pour juguler la dette, contrôler le déficit et les intérêts. Il faut agir parce que, sans cela, nous atteindrons rapidement le point où toutes les recettes gouvernementales ne serviront qu'au remboursement de la dette nationale. Il n'y aura plus d'argent pour financer les programmes ordinaires, sans parler des programmes sociaux dont profitent les Canadiens et qui, je crois, font du Canada un pays unique au monde.

Nous avons beaucoup fait depuis quatre ans. Je tiens à citer quelques mesures que nous avons mises de l'avant afin de changer la nature du déficit, pour remplacer le simple contrôle des dépenses excédentaires des program-

mes par la réduction réelle du déficit, pour payer les intérêts.

Le gouvernement a réduit la taille de la fonction publique. Environ 12 000 postes de fonctionnaires ont été éliminés. Cela n'a pas été facile parce que toutes nos mesures se sont heurtées à l'opposition des députés d'en face. Nous avons aussi dû affronter les syndicats. En fait, le Congrès du travail du Canada a déclaré la guerre à notre gouvernement et a dépensé plus de deux millions de dollars pour nous faire perdre la dernière campagne électorale. C'est le prix que le gouvernement doit payer pour prendre les mesures nécessaires au règlement d'un problème.

Notre gouvernement a promis de se départir des sociétés d'État qu'il n'est plus dans l'intérêt public de conserver. Aucune raison particulière ne justifie que le gouvernement s'occupe de construction d'avions, c'est pourquoi nous avons privatisé Canadair et de Havilland. Encore une fois, il y a eu un grand débat à la Chambre et nous avons entendu des prophéties apocalyptiques en dépit du fait que quelque deux milliards de dollars en subventions publiques aient été engloutis par ces entreprises. Elles ont été vendues au secteur privé et, contrairement aux prédictions de certains députés d'en face, les deux entreprises sont plus saines que jamais et emploient même plus de travailleurs.

Nous nous sommes débarrassés de certains programmes qui, pour bien des gens, étaient contestables. Katimavik en est un qui me vient à l'esprit. Il a provoqué une longue grève de la faim dans les couloirs de l'autre côté, mais c'était un programme d'une efficacité douteuse.

Nous avons augmenté les impôts et les taxes. Nous avons pris certaines mesures pour améliorer les relations commerciales avec les États-Unis et avec tous les autres pays du monde, dans le but de créer des emplois pour les jeunes. Nous avons encouragé le secteur privé en instaurant l'exemption à vie pour gains en capital pour les actions des petites entreprises. La Fédération canadienne des entreprises indépendantes, qui représente environ 750 000 petits entrepreneurs, qui constituent la pierre angulaire de notre pays, a dit que cette mesure était ce qui allait inciter le plus les Canadiens à prendre des risques et à se lancer dans toutes sortes d'entreprises.

Je crois qu'il convient de rendre hommage aux petites entreprises du Canada. Grâce à leur esprit d'initiative, elles ont mis à profit les conditions que le gouvernement a essayé d'instaurer pour leur permettre de prospérer. Elles sont parvenues à créer un nombre inouï d'emplois. Depuis quatre ans, c'est le Canada qui bat tous les